

Partant de l'annonce d'une discussion au [Rémouleur](#), situé à Bagnolet, sur l'ANI (Accord National Interprofessionnel) et notre texte d'interventions n°11 : [Flexisécurité à la française, l'improbable régulation du rapport social capitaliste](#) un débat s'est installé réunissant à la fois les multiples participants à ce dernier texte et des personnes de la revue Temps Critiques. Il interroge, entre autres, la place à accorder à l'ANI et à une lutte comme celle de Notre Dame des Landes.

Les messages se croisant parfois nous les avons remis, simplement, dans un ordre logique.

Le 22/04/2013

Annnonce de la soirée sur l'ANI au Rémouleur :

Le nouvel accord national interprofessionnel (ANI) concocté par l'actuel gouvernement est l'objet de levées de bouclier de la part de l'ensemble des partis et organisations, y compris syndicales, qui se situent à gauche de la gauche officielle au pouvoir, celle du PS. Front de gauche, PC inclus, épaulé entre autres par le NPA, la CGT, FO et SUD, font comme s'ils rejetaient en bloc l'ANI, présenté comme la rupture sans retour avec ce qu'ils nomment souvent les « acquis de la République sociale, issue du programme de la Résistance », c'est-à-dire avec le compromis fordiste à la française qui, sous la houlette de l'Etat providence, facilita, à l'époque des Trente Glorieuse, la reprise rapide de la croissance du capital et la subordination des salariés à ses fins. Tous, à commencer par l'ensemble des salariés, sont donc sommés de se mobiliser derrière les nouveaux frondeurs contre « l'attaque sans précédent des acquis » Mais qu'en est-il effectivement ? En quoi consistent lesdits « acquis » ? Que représente réellement l'ANI ? Et s'il sanctionne la modification des relations salariales dans l'optique post-fordiste, dans quelle mesure le fait-il ? Et, puis, s'il y a à croiser le fer avec ce qu'il représente, c'est dans quels objectifs, avec quels moyens, etc. ? C'est pour entamer cette discussion que nous proposons un premier débat au Rémouleur, à partir du texte « Flexisécurité à la française : l'improbable régularisation du rapport social capitaliste », disponible sur le site de la revue « Temps critiques », à « Interventions, numéro 11, mars 2013 ».

Date et heure de la réunion à choisir, pour le mois de mai, par le collectif du Rémouleur, mais après le 15. [La réunion a eu lieu le 28 mai 2013]

Le 03/05/2013

La flexibilité à la française , symptôme révélateur de l'inessentialisation de la force

de travail.

Le modèle de flexibilité à la française avec son corolaire les accords de l'ANI ainsi que d'autres accords de branche sur la flexibilité démontre que le procès activé par le capital moderne est d'utiliser la force de travail en fonction de ses besoins en la rendant moins essentielle. Avec l'ANI qui rend le salarié flexible, déplaçable à tout moment, le patronat prépare la fin du CDI avec des contrats s'appelant missions de travail (projet de l'UMP actuellement) visant à faire travailler le salarié pour des missions précises.

Cette attaque contre les travailleurs s'est généralisée quelque peu partout dans l'Europe occidentale. Les organisations gauchistes et la CGT sont à la recherche vaine d'une unité des salariés pour faire face à ces attaques. Le compromis social (échange d'une hausse de productivité contre une hausse des salaires) succédant aux Trente glorieuses « mode de régulation fordiste » concernait l'ensemble des travailleurs.

Mais cependant, l'unité est un leurre, vu l'état de division des salariés comme le démontrent les accords Parodi (voir le texte de JW « Quelques compléments et retours à propos de l'ANI). La classe ouvrière ne fut jamais très unie même dans les luttes des années 60 où les OS polyvalents démontrèrent plus de radicalité que les ouvriers qualifiés défendant leur statut corporatiste.

Cette flexibilité prônée par les accords de l'ANI se caractérise par un oxymore. La flexisécurité a l'intention de créer plus de sécurité dans la précarité (création de CDI dans l'intérim, financement de mutuelles pour les PME) et plus de flexibilité dans la majeure partie des entreprises (acceptation d'une baisse des salaires, mobilité, facilité des licenciements). Ce type de flexisécurité a été introduit en Allemagne à l'époque de Schröder qui parlait de réformes structurelles devant se concrétiser d'abord par la flexibilité du marché. Aujourd'hui, Merkel poursuit ce discours en appelant les jeunes européens à plus de mobilité sur le continent et prône la modération salariale pour que le vieux continent soit plus compétitif selon ses dires. On se prépare à une simili co-gestion à l'allemande avec l'encadrement par l'état et les syndicats pour l'acceptation de plan sociaux. Aujourd'hui, le salarié est davantage perçu comme un coût que comme un revenu à l'inverse de l'après fordisme.

Les syndicats ayant signés ou n'ayant pas signés l'accord défendent les compromis sociaux par branche. Ils ne sont que les défenseurs et gestionnaires de la force de travail. FO a signé l'accord de compétitivité chez Renault en mars signifiant gel des salaires ainsi que suppression d'emplois à moyen terme.

Ce projet de L'ANI initialise un nouveau compromis entre capital et travail où la force de

travail devient moins essentielle dans le procès de valorisation.

Actuellement avec la réduction du travail vivant dans la production, de nouvelles conditions de travail émergent : travail intermittent, travail indépendant, free lance, stagiaire...

Le capital développe le virtuel avec les NTIC et l'high-tech, qui ces dernières réduisent fortement le capital variable.

Le capital se caractérise surtout par la financiarisation et sa fictivité Le procès de production n'est plus au centre du procès de valorisation.

C'est de cela dont on vous propose de discuter dans le cadre du texte « Flexisécurité à la française : l'improbable régulation du rapport social capitaliste ».

Bruno S.

Le 06/05/2013

Salut,

Bruno, j'ai regardé ton petit texte. Je trouve qu'il y a, dans les formulations du moins, des affirmations discutables et à discuter, du genre « ce projet de l'ANI initialise un nouveau compromis.. où la force de travail devient moins essentielle... », ce qui me semble être le cas depuis belle lurette, côté inessentialité, sans compter que rien ne dit que nouveau compromis il y a, ou il y aura ! De plus, se pose la question non seulement de la critique théorique, mais aussi pratique de ce qui est en cours (cela sans chercher des recettes toutes faites, ou des kits d'activités à réaliser) ce que les individus présents vont vouloir aussi discuter, à juste titre. Par exemple, il est probable que, dans la mesure où le Rémouleur est assez ouvert, des individus influencés par le syndicalisme de base se pointent et que des questions pratiques comme celles de la participation ou non aux institutions de l'entreprise se posent. Et ainsi de suite. Bref, le débat, dans le cadre de ce genre de discussion, ne peut pas être purement théorique. De plus, comme il y aura quelques pédagogues « communistes » qui considèrent que l'économie est leur domaine réservé, ils vont sans doute chercher à transformer le débat en joute autour de leurs démons familiers et je pense que, sans escamoter les questions de fond, il faut éviter que cela tourne à la partie de ping pong entre prétendus spécialistes de la « valeur », etc. Bon, je suis à Paris en ce moment et on peut se voir pour en discuter.

Bises

DD

Le 08/05/2013

Salut,

Suite aux différentes remarques relatives à mon petit texte, je souhaite faire quelques précisions. D'abord par rapport à celles d'André notamment la phrase « ce projet de l'ANI initialise un nouveau compromis »....

Il serait peut être mieux de dire entériner un nouveau compromis(car il est déjà en place) entre capital et travail où la force de travail n'est plus au centre du procès de valorisation.par rapport au mode de régulation issu des trente glorieuses.

Ce nouveau compris aurait pour »deal « : accepter la mobilité, la réduction des salaires en échange d'une « soi disant » sauvegarde de l'emploi. Je souhaitais faire le lien entre les mesures de flexibilité existant aux Pays Bas et en Allemagne durant le gouvernement Schröder. Cette voie déjà tracée par l'Allemagne se confirme par une déclaration de Merkel la semaine dernière qui disait que pour que l'Europe soit davantage compétitive, il faut baisser le coût du travail et favoriser la mobilité

au sein de l'Europe. L'ANI ne dit pas autant de choses mais il faut aussi relier cet accord avec la tendance actuelle en Europe occidentale à uniformiser des accords de compétitivité.

J'ai fait effectivement une inversion de causalité, ce n'est pas l'ANI qui rend la force de travail inessentielle (c'est le cas depuis belle lurette comme dit DD) mais c'est parce que la force de travail est moins essentielle pour la valorisation qu'on la rend plus flexible (déplaçable, licenciable plus facilement en fonction du bon vouloir du capital).

Pour continuer sur la remarque d'André, je ne perçois pas le dilemme théorie ou pratique, à savoir si des individus interviennent en mettant en avant leur travail pratique dans le syndicat. Se polariser sur l'aspect pratique amènerait à des discussions de « boîtes » corporatistes, localistes comme on les connaît dans les milieux gauchistes ou anarco-syndicalistes. Il est vrai que je suis moins « au parfum » des milieux communisateurs.

Je reviens sur le point entre OS et OP. On peut relater différents exemples de luttes après des années 70. A noter que l'exemple que tu cites indique que ces OP avaient des souches

rurales, rejetons des paysans de Basse Loire disposant d'ex fermes familiales. Quoiqu'il en soit, dans le milieu usiniste, le corporatisme était assez affirmé, défense de son statut, de sa fonction. J'ai approché ce milieu dans le cadre familial jusqu'aux années 80, sur le plan pratique, il y avait une certaine défense de sa catégorie professionnelle. Je me suis déplacé à différentes reprises vers ces mêmes années dans le bastion de la sidérurgie Usinor Denain et Valenciennes lorsque j'étais militant de RI pour y constater les mêmes choses. N'étant plus un « croyant » vers le culte des luttes (comme le font les adeptes de la théorie du prolétariat) je pense qu'il est plus nécessaire de s'atteler à l'aspect théorique qu' à commenter les aléas divers des luttes.

Sur les années 60, lorsque je dis que les OS démontrèrent plus de radicalité notamment concrètement lors des luttes en Italie contre l'ouvrier masse ou également chez Renault c'est aussi parce que ces derniers avaient des restes de leurs souches rurales (ouvriers fraîchement prolétarisés venant du mezzogiorno italien) et n'étaient pas encore domestiqués par l'usine. Dans « Vogliamo tutto » Nanni Balestrini parle de ces ouvriers OS polyvalents non encore domestiqués par l'usine et le travail qui ont été à l'initiative de luttes autonomes, sans contrôle de syndicats.

Concernant la remarque de JW sur le fait qu'il ne se range pas parmi ceux qui voient dans les mesures de flexibilité des attaques contre les travailleurs, je pense que ces dernières sont les conséquences de ce que décrit Jacques; les modifications de contrats de travail ou de statut sont des conséquences de la restructuration de la production en fonction des exigences de compétitivité dans le cadre de la mondialisation (comme le précise d'ailleurs la récente déclaration de Merkel). Le capital recherche effectivement de la fluidité pour son organisation. Il ne s'agit pas de faire dire à l'ANI ce qu'elle ne dit pas, l'analogie entre ces accords et les projets de l'UMP pour son retour au pouvoir, préfigurent de façon hypothétique les intentions des entreprises, c'est à dire accentuer les missions temporaires au détriment du CDI.

Il y a effectivement une coquille dans la phrase »la force de travail est plus considéré comme un coût...

Ce petit texte était court et pas assez peaufiné.

A Bientôt !

Bruno S.

Le 11/05/2013

Bonjour,

Encore quelques précisions :

- l'article le plus contesté de l'ANI semble l'article 10 sur la mobilité interne qui constituerait une entorse au contrat de travail d'après le médiatique avocat de la CGT. [mais ce juridisme syndical est complètement déconnecté des revendications concrètes comme « maintien de l'emploi » (sauf à replacer cela dans le cadre de l'interdiction de licenciement des trotskistes, mais ce n'est pas ce que prône la CGT) qui relèvent de l'activité économique et donc des stratégies d'entreprise. L'ANI est assez habile de ce point de vue puisque l'accord propose d'associer les syndicats à la mode allemande.]

- la loi Sauvadet de 2012 sous Sarkozy prévoit un plan de titularisation des contractuels de la fonction publique et par exemple, pour ce qui est de l'EN, un objectif de 10'000 personnes titularisées sur quatre ans [il ne faut donc pas céder aux simplifications comme semble le faire Bruno. Certes nous sommes ici dans le secteur public, mais ce type de plan montre une grande continuité avec les politiques de contractualisation engagées depuis la fin des années 1960. Alors que les syndicalistes et gauchistes crient depuis quarante ans à la fin du statut de fonctionnaire et à une généralisation de la contractualisation dans l'EN, la réalité leur apporte un démenti flagrant. Mais là encore, comme nous le disons depuis dix ans, c'est du cas par cas et ce qui est valable pour tel secteur ne l'est pas forcément pour tel autre]

- dans ses dernières recommandations, la Commission européenne critique le marché du travail français dans lequel il serait très difficile de passer d'un CDD à un CDI. [Ce n'est pas une position extravagante, mais bien la position officielle du néo-libéralisme. Contrairement à ce que dit Bruno, le néo-libéralisme n'a pas pour premier but le précarité généralisée, mais la fluidité et la flexibilité. Et c'est pour cela qu'il a besoin d'un nouveau cadre juridique rendant à la fois plus faciles les licenciements et donc rendant plus instable le CDI, mais permettant aussi la « sédentarisation » des CDD une fois passées les périodes d'essai ou autres difficultés conjoncturelles des entreprises. Aujourd'hui, pour un patron, une succession de CDD peut coûter plus cher qu'un CDI, mais il choisira la première solution dans une perspective d'incertitude. C'est pour cela aussi qu'il faut distinguer les différentes formes de précarité et par exemple les CDD des missions d'intérim. Ces dernières semblent de plus en plus structurelles et amenées donc à se développer comme variable d'ajustement, alors que le rythme de va et vient entre CDI et CDD n'est pas fixé à l'avance et dépend des différents codes du travail et du cadre national de gestion des conflits entre capital et travail. Certains pays privilégient l'aspect ressource humaine, d'autres l'aspect capital variable, d'autres enfin, un mixte]

A suivre...

JW

Le 11/05/2013

Bonjour,

“Contester” à propos de l’ANI est un verbe qui ne convient pas, ainsi, d’ailleurs que Jacques l’indique dans son commentaire en parlant de “juridisme” de la CGT. Une controverse juridique n’est pas une contestation politique. L’instauration paritariste de “La flexibilité à la française” n’a engendré aucune lutte significative. L’ANI n’a pas été contesté. L’ANI est passé comme une lettre à la poste.

N’ayant pas ce type d’évènements politiques, à placer sous nos dents critiques, tout ne se passera-t-il pas, pour certains d’entre nous, comme si nous compensions cette absence par une multiplication de commentaires, de propos annexes et connexes, de circonvolutions diverses et variées (qui relèvent parfois davantage d’un manuel de sociologie du travail que d’une intervention critique). Il y a 15 ans, Les grilles Parodi faisaient partie du programme de l’agrégation économique et sociale l’année où j’ai donné des cours de préparation au concours.

C’est la réflexion que je me faisais et qui m’a été confirmée, ce midi, au marché des Arceaux par une assez longue discussion avec Bernard et à laquelle d’autres camarades présents ont pris part.

L’ANI, comme cela a été dit (et bien dit) dans le texte initial (qui se suffit à lui-même), est un simple compromis syndicalo-patronalo-étatique de plus, comme celui (de 2010) sur les retraites (et, il faut le craindre au train où vont les choses, celui sur la prochaine réforme des retraites annoncé pour l’an prochain). Le “travail” n’est plus un enjeu ni un terrain majeur d’offensive pour le capital. C’est la dimension anthropologique et bio-écologique de sa “révolution” qui mobilise sa puissance.

JG

Le 12/05/2013

Jacques,

Le 7 mai tu envoyais un mail pour dire ton accord de passer les discussions autour de l'ANI sur le blog et le 11 mai tu te demandes ce que peut bien signifier ce prurit sociologique fait de « circonvolutions » sous prétexte, semble-t-il, de l'urgence qu'il y aurait à s'attaquer à la dimension bio-écologique du capital par rapport à cette question dépassée qu'est le travail (« il ne constitue plus un enjeu »).

Plusieurs remarques par rapport à ça :

- je ne vois pas de contradiction à se porter sur la totalité des dimensions de la révolution du capital. Je crois même avoir été le premier dans la revue à employer, par exemple puisque tu en parles, le terme de révolution anthropologique (reprise de Pasolini) et à l'inclure dans la révolution du capital

- la question du travail n'est nullement « dépassée » contrairement à ce que tu affirmes sous différentes formes (dans la lettre du 11 ci-dessous, mais aussi dans ta lettre du 9 mai où tu énonces que la critique du travail est ancienne et déjà réglée. Donc pour toi il y a des questions réglées simplement parce que Temps critiques s'est penchée dessus ? Tu as pourtant produit le concept d'englobement justement pour signifier, à l'inverse des dialectiques hégélienne et marxiste, qu'avec le capital rien n'est jamais réglé. Et pour moi sûrement pas la question du travail dans la mesure où ce dernier fournit son contenu au rapport salarial qui est le pilier de ce que nous appelons la société capitalisée. Que le pôle travail du rapport social ne soit plus un ennemi principal ou même plus un ennemi du tout ; que le travail et la force de travail ne soient plus des éléments essentiels de la valorisation, c'est ce que nous disons depuis un certain temps, mais ce n'est pas la même chose que de dire que la question est « dépassée ». En tout cas elle n'est pas dépassée pour ceux qui n'ont pas de travail ou ceux qui subissent tous les jours la subordination au travail que ce soit directement sur le lieu de travail ou dans les locaux de Pôle-emploi ou indirectement par le fait que les droits sociaux jusqu'à y compris un « droit » au logement découlent du salariat comme institution et donc du rapport au travail. La société capitalisée n'est plus une société de travailleurs (la critique d'H.Arendt est datée), mais elle est encore une société organisée autour du travail.

- dans ta lettre du 10 mai, tu indiquais que ta remarque ironique sur la « pré-supposée » importance de la critique du travail n'était pas polémique. Mais ta nouvelle remarque sur la sociologie du travail montre bien que si. Que je sache, je ne t'ai jamais fait de remarque sur l'utilisation de tes outils sociologiques ou de formation universitaire autour de l'éducation pour leur transfert dans la pensée critique. Si dans ta préparation à l'agrégation de sciences

sociales, tu as été capable de transmettre à tes élèves les rapports entre la grille Parodi, les théories de la valeur et les pratiques anti-travail confortant les thèses des opéraïstes italiens sur le salaire comme variable indépendante et bien bravo, tu auras bien travaillé dans et aussi contre l'antre du capital...mais tes élèves n'auront pas eu leur concours car je connais bien ceux qui le font passer et eux premièrement savent parfaitement faire la différence entre un manuel de sciences sociales et une intervention ou une appréhension critiques et surtout ils la font parce que la seconde.

- dans le même ordre d'idée ce que tu appelles des « circonvolutions », ce sont des tentatives de préciser les choses pour être à même de les défendre dans des débats ou des conflits car ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de lutte contre l'ANI qu'il n'y a pas des micro-conflictualités quotidiennes autour de ces points.

JW

Le 12/05/2013

Jacques,

Je n'ai pas écrit que les questions autour de la sphère du travail étaient "dépassées". Si j'ai écrit qu'elles étaient "régées" (c'est-à-dire englobées) ce n'est pas, bien sûr parce que TC a fait des apports dessus depuis quasiment ses débuts, mais parce que, en effet, désormais, elles ne constituent plus un enjeu ni un terrain majeur... pour le capital.

Même si, comme tu le rappelles, subsistent, dans les rapports sociaux contemporains, des déterminations relatives à l'ancienne société du travail, les antagonismes et les résistances à la capitalisation généralisée se situent aussi ET SURTOUT dans les autres sphères de la vie des individus et des groupes humains. J'en vois ces jours-ci encore une illustration (pas une "preuve historique") dans la force et la portée des manifestations à Notre Dame des Landes (hier, une chaîne humaine de 30000 individus qui encercle la ZAD =Zone à Défendre) mais aussi dans les interventions du même type qui se développent ailleurs en France et en Europe (dont notamment près d'Avignon où vient de se créer une ZAD).

Par rapport à ce mouvement collectif (composée d'une vaste diversité d'individus de tout ordre et dans lesquels, d'ailleurs, les catégories de salariés et de non salariés gérées par l'ANI sont dissoutes), la dérisoire manif de quelques permanents syndicaux étatistes et d'une poignée d'anarcho-gauche contre l'ANI cet hiver, la différence et la dimension politique du premier est vite vu.

Dans cette perspective, oui, je persiste, je préférerais (et de loin!) publier dans TC 17 une description et une analyse critique de cette lutte plutôt que de republier une troisième fois les textes sur l'ANI (déjà largement diffusés dans Interventions 11, sur papier comme en ligne. Je ne vise pas, bien sûr, le texte inédit de Gzavier). J'ai déjà pris des contacts pour essayer de trouver un texte intéressant sur NDDL et sur ses suites. J'engage les autres destinataires de ce mèl à s'y employer aussi.

JG

Le 12/05/2013

Bonsoir,

1) Je rejoins la position exprimée par Jacques G. Je ne suis pas intervenu sur l'ANI car on sait que la question du travail me semble éminemment subordonnée à celle de la technique. Ce ne sont donc pas les « conflits » du travail qui me préoccupent, mais, entre autre, la pression fluidique qui s'exerce sur le processus productif (j'avais d'ailleurs fait une critique en ce sens au le texte d'Intervention), pression indissociable du contexte international.

Je n'ai rien communiqué à ce sujet car je n'ai pas avancé en relation à mon article du n° 16.

2) Je n'ai pas non plus d'éléments nouveaux à apporter sur la question du retour à la terre qui s'amorce en particulier dans les pays du sud (Grèce, Portugal et surtout sud de l'Espagne), phénomène que l'on peut dans une certaine mesure rapprocher de celui des ZAD et de mouvement de jeunes paysans sans terre comme Reclaim The Field et autres. Je suis d'avis que tout cela va s'amplifier et prendre peu à peu une place centrale dans les conflits sociaux.

3) J'avais amorcé une réflexion sur la question du « moteur de l'histoire » à partir du bouquin de Testart, réflexion que j'ai interrompue pour retourner à mon travail fictionnel.

4) Une autre question qui me turlupine est celle de la rationalité. Pour CC, l'ascension de la bourgeoisie a été liée à l'extension illimitée de la rationalité. Or l'illimité est pour lui le propre de l'irrationalité. D'où cette aporie qu'il n'a j'aimais pu résoudre : la rationalité est également irrationalité.

Je pense qu'il faut sortir de ce dilemme : ce n'est pas l'extension illimitée de la rationalité qui est en cause (tous les types de société sont un mélange de rationalité et d'irrationalité, de

fonctionnalité et d'imaginaire.) Ce qui marque la phase capitaliste c'est la systématisation de la spatialisation du temps, la perte des précédentes formes de temporalité en faveur d'une gestion du temps qui atteint son paroxysme quand l'imaginaire social n'est plus guidé que par la quantification. En gros, seule compte la mesure des divers aspects du temps social, indépendamment de toute question de finalité. Il y a une obsession comptable qui se nourrit elle-même et qui est dénuée, en fait, de tout souci téléologique (écoutez, par exemple, la radio et vous verrez qu'on ne parle que de chiffres, et cela pas seulement durant les flashes d'info, langage éminemment abstrait et qui n'apprend rien sur le phénomène dont on parle). Ce n'est pas l'extension de la rationalité qui est illimitée et qui marque réellement la phase capitaliste, mais celle de la quantification (ce qui va beaucoup plus loin que la rationalisation de Weber) et de la détemporalisation. Sur la question de la détemporalisation, les psychiatres Minkowski (bergsonien) et Gabel (marxiste lukacsien) ont laissé des écrits intéressants.

Voilà, ce ne sont quelques pistes que je me proposais d'explorer, mais je n'ai aucun texte prêt ni rien de vraiment planifié.

Bien à vous,

Bernard

Le 13/05/2013

Bernard,

Merci pour tes explications. J'en profite pour revenir sur tes remarques du 17/03/201 à propos de l'ANI car ma réponse du 18/03/2013 ne soulevait pas le problème.

En effet, d'après les signatures du aurais envoyé deux lettres le 17 mars : la première à 9H58 qui commençait par « je n'avais pas compris l'importance de l'immatériel... » et une seconde à 16H27 qui commence par « Nous ne sommes pas du tout d'accord sur cette question... ». Or les deux lettres m'ont paru à tel point incompatibles que je n'ai finalement tenu compte dans ma réponse du 18 mars que de celle de 16H27. S'agit-il bien de deux lettres de toi ou est-ce que c'est quelqu'un d'autre qui s'est exprimé dans la première ? Par exemple, dans la même journée André a aussi envoyé quelque chose à 13H16.

A part ça, je ferais, par rapport à cette lettre du 17, une remarque supplémentaire. Ton développement me semble contradictoire avec notre thèse de l'évanescence de la valeur et aussi avec le fait que cette dernière ne soit finalement qu'une représentation (ou une

signification imaginaire ; cf. mes notes provisoires pour le n°17 à ce propos que je joins à l'envoi) par opposition à l'accumulation et à la capitalisation.

Je ne dirais pas que tu reviens à la valeur-travail de Ricardo et de Marx, mais que ton point de vue « industrialiste » (ou plutôt de critique de la société actuelle non pas comme « société capitalisée », mais comme « société industrielle ») t'amène à n'avoir de la valorisation qu'une vision réductrice et finalement assez traditionnelle, une vision « classique » au sens que lui donnaient les spécialistes de l'histoire des théories économiques ou en d'autres termes plus courants aujourd'hui, une vision « orthodoxe », qu'elle soit marginaliste ou marxiste. Tes développements sont toutefois peu étoffés dans le cadre de cette lettre en tout cas, pour que j'en dise plus même s'il me semble que tu es parfois proche de ce que je dis quand je parle des « agencements productifs » dans lesquels il n'est plus possible de déterminer de façon précise les sources de valorisation (c'est cela et d'autres choses d'ailleurs qui invalide la plupart des composants des indicateurs économiques sans toutefois invalider complètement ces indicateurs puisqu'ils s'avèrent à peu près fiables au niveau des grands agrégats). Mais qu'il y ait valorisation ne fait pas de doute sans que cela soit incompatible, à mon avis, avec les processus de virtualisation, de fictivisation et donc d'immatérialisation ou de dématérialisation qui les accompagnent. En revenir à une idée de séparation stricte entre amont de la production, processus de production et aval et surtout au fait que ce processus de production resterait prédominant et moteur de l'ensemble me semble régressif par rapport à ce que nous disons sur le procès de totalisation du capital. Il ne me semble pas permettre non plus de justifier ce que nous disons sur la « capitalisation » et sur la « reproduction rétrécie ».

Par contre, dans ma réponse du 18, je signalais bien, comme André d'ailleurs les jours précédents, l'importance du gigantesque capital accumulé permettant la dynamique. Je disais que cette accumulation générale pouvait être considérée comme une sorte d'infrastructure collective du capital et elle n'est pas seulement nécessaire à la production matérielle ou immatérielle mais aussi à sa mise en réseau et à la pleine expression de sa puissance.

Voilà pour le moment.

Bien à toi et à tous,

JW

PS : Sur la question de la rationalité et de l'irrationalité, il me semble que nous avons déjà eu entre nous quelques échanges, mais quand et où ? Je ne me souviens plus.

Je n'ai pas le temps de me porter là-dessus à court terme, mais si tu cites Casto à juste titre, il me semble difficile de ne pas tenir compte de ce que disent Adorno et Horkheimer sur la question (cela parcourt un peu toute leurs oeuvres) et aussi Marcuse aux pages 166 à 192 de L'homme unidimensionnel (Editions de Minuit, 1968). Mais surtout, si on relie cette question, non à ce qui été déjà dit d'intéressant par les grands auteurs, mais par rapport à ce que nous disons-nous, il ne me semble pas possible alors de séparer l'analyse de ces deux notions de la question de la puissance (de l'espèce, cf. la question de la finitude et les derniers développements sur les sciences du vivant) et du pouvoir. Cela me semble une perspective pour comprendre la co-existence des deux (rationalité et irrationalité) dans les processus. Après il y a déjà eu des discussions historiques pour savoir qui de la puissance ou du pouvoir était le rationalisateur de l'autre (cf. par exemple toutes les discussions sérieuses autour du nazisme).

[Lettre de Jacques Wajnsztein (texte de base) où les réponses se croisent entre lui (signalé pour le second commentaire par les initiales JW et l'italique) et Bernard Pasobrola (signalé par les initiales BP)]

Le 13/05/2013

Bernard,

Merci pour tes explications. J'en profite pour revenir sur tes remarques du 17/03/201 à propos de l'ANI car ma réponse du 18/03/2013 ne soulevait pas le problème.

En effet, d'après les signatures du aurais envoyé deux lettres le 17 mars : la première à 9H58 qui commençait par « je n'avais pas compris l'importance de l'immatériel... » et une seconde à 16H27 qui commence par « Nous ne sommes pas du tout d'accord sur cette question... ». Or les deux lettres m'ont paru à tel point incompatibles que je n'ai finalement tenu compte dans ma réponse du 18 mars que de celle de 16H27. S'agit-il bien de deux lettres de toi ou est-ce que c'est quelqu'un d'autre qui s'est exprimé dans la première ? Par exemple, dans la même journée André a aussi envoyé quelque chose à 13H16.

- BP : En effet, Jacques, tu as eu raison de ne prendre en compte que le deuxième message, car le premier ne faisait que citer le « Rapport de la commission sur l'économie de l'immatériel L'économie de l'immatériel, La croissance de demain », de Maurice Lévy, Jean-Pierre Jouyet.

L'ironie de ma phrase d'introduction t'a donc échappé (ça m'apprendra à faire de

l'ironie...)

A part ça, je ferais, par rapport à cette lettre du 17, une remarque supplémentaire. Ton développement me semble contradictoire avec notre thèse de l'évanescence de la valeur et aussi avec le fait que cette dernière ne soit finalement qu'une représentation (ou une signification imaginaire ; cf. mes notes provisoires pour le n°17 à ce propos que je joins à l'envoi) par opposition à l'accumulation et à la capitalisation.

Je ne dirais pas que tu reviens à la valeur-travail de Ricardo et de Marx, mais que ton point de vue « industrialiste » (ou plutôt de critique de la société actuelle non pas comme « société capitalisée », mais comme « société industrielle ») t'amène à n'avoir de la valorisation qu'une vision réductrice et finalement assez traditionnelle, une vision « classique » au sens que lui donnaient les spécialistes de l'histoire des théories économiques ou en d'autres termes plus courants aujourd'hui, une vision « orthodoxe », qu'elle soit marginaliste ou marxiste.

- BP : Je ne vois pas bien à quoi tu te réfères... Il ne me semble pas que ta critique soit compatible avec la conclusion de mon second message : « La seule « valeur » créée en amont est en fait purement axiologique. Il s'agit de propager et d'entretenir la foi en ce modèle. »

Comme disait le linguiste Robert Laffont, certes les mots (et donc aussi les significations imaginaires) ont leur puissance, mais le mot « tuer » n'a jamais tué personne...

Commentaire de JW : Ta phrase correspond bien à l'idée d'évanescence, mais ce qui contredit ça est dans le passage sur le processus productif lui-même que tu sembles définir comme le seul véritable créateur de valeur en confondant 1) valeur et surproduit, 2) valeur et richesse.

Tes développements sont toutefois peu étoffés dans le cadre de cette lettre en tout cas, pour que j'en dise plus même s'il me semble que tu es parfois proche de ce que je dis quand je parle des « agencements productifs » dans lesquels il n'est plus possible de déterminer de façon précise les sources de valorisation (c'est cela et d'autres choses d'ailleurs qui invalide la plupart des composants des indicateurs économiques sans toutefois invalider complètement ces indicateurs puisqu'ils s'avèrent à peu près fiables au niveau des grands agrégats). Mais qu'il y ait valorisation ne fait pas de doute sans que cela soit incompatible, à mon avis, avec les processus de virtualisation, de fictivisation et donc d'immatérialisation ou de dématérialisation qui les accompagnent.

- BP : Si tu es si convaincu de la dématérialisation et de l'économie immatérielle, pourquoi

as-tu modifié le passage d'Interventions et rajouté une note signifiant que cela ne se rapporte qu'à la classification de l'INSEE ?

JW : Tout simplement parce qu'il n'y avait pas accord entre nous et que le texte étant le produit d'un travail collectif assez large et dans le cadre d'une intervention limitée, un compromis sur la base des significations statistiques et officielles, toutes déficientes qu'elles puissent être, pouvait constituer une solution acceptable ou au moins un pis-allé.

En revenir à une idée de séparation stricte entre amont de la production, processus de production et aval et surtout au fait que ce processus de production resterait prédominant et moteur de l'ensemble me semble régressif par rapport à ce que nous disons sur le procès de totalisation du capital. Il ne me semble pas permettre non plus de justifier ce que nous disons sur la « capitalisation » et sur la « reproduction rétrécie ».

- BP : Le processus de totalisation du capital est impensable sans le développement de la technique capitaliste, elle-même inséparable du processus industriel. Il s'agit d'un tout. Ou bien aurait-on pu obtenir une société agraire capitalisée ?

JW : Je suis bien d'accord, mais pour moi, cela n'enlève rien à ma remarque. Exemple de dialogue de sourd qui semble lié aux origines différentes des points de vue critiques...et, plus embêtant, s'il ne s'agit pas que d'une différence de terminologie, à une différence de caractérisation globale de la société actuelle comme je le suggère dans ma remarque. Mais ça seule notre activité future/commune nous donnera une réponse qui ne soit pas interprétative ou pire de l'ordre du procès d'intention.

Par contre, dans ma réponse du 18, je signalais bien, comme André d'ailleurs les jours précédents, l'importance du gigantesque capital accumulé permettant la dynamique. Je disais que cette accumulation générale pouvait être considérée comme une sorte d'infrastructure collective du capital et elle n'est pas seulement nécessaire à la production matérielle ou immatérielle mais aussi à sa mise en réseau et à la pleine expression de sa puissance.

Voilà pour le moment.

Bien à toi et à tous,

JW

PS : Sur la question de la rationalité et de l'irrationalité, il me semble que nous avons déjà eu entre nous quelques échanges, mais quand et où ? Je ne me souviens plus.

Je n'ai pas le temps de me porter là-dessus à court terme, mais si tu cites Casto à juste titre, il me semble difficile de ne pas tenir compte de ce que disent Adorno et Horkheimer sur la question (cela parcourt un peu toute leurs oeuvres) et aussi Marcuse aux pages 166 à 192 de L'homme unidimensionnel (Editions de Minuit, 1968). Mais surtout, si on relie cette question, non à ce qui été déjà dit d'intéressant par les grands auteurs, mais par rapport à ce que nous disons-nous, il ne me semble pas possible alors de séparer l'analyse de ces deux notions de la question de la puissance (de l'espèce, cf. la question de la finitude et les derniers développements sur les sciences du vivant) et du pouvoir. Cela me semble une perspective pour comprendre la co-existence des deux (rationalité et irrationalité) dans les processus. Après il y a déjà eu des discussions historiques pour savoir qui de la puissance ou du pouvoir était le rationalisateur de l'autre (cf. par exemple toutes les discussions sérieuses autour du nazisme).

- BP : Oui, d'accord. Mes remarques à ce sujet sont très embryonnaires. Je rappelle que j'ai déjà envoyé un message à ce sujet le 18/12/12 quand je lisais Testart, message où j'évoquais la critique du concept d' « Aufklärung » par Adorno et Horkheimer dans « Dialectique de la raison ». Je reproduis ce message ci-dessous :

« Je m'explique de cette manière l'impression bizarre que m'a laissée « Avant l'histoire » de Testart : il ne s'intéresse qu'à l'aspect comptable de l'évolution sociale. En fait, il prend le contrepied des Makarius. Ceux-là expliquaient l'émergence de la division sociale par le mythe (le pouvoir appartient aux violateurs d'interdits qui se hissent au-dessus de la communauté), alors que Testart, en bon (ex ?) marxiste, ne voit que les facteurs matériels : sédentarité, stockage, propriété fundiaire remplaçant la propriété usufondée. Un point de vue qui me gêne parce qu'il est économique-centré. Il ne fait aucune allusion à l'aspect mythique de la question. Or s'il a bien vu l'existence d'une comptabilité prémarchande ou non marchande, le rôle des monnaies primitives etc, il ne décrit pas le changement de statut de cette comptabilité à l'ère marchande. C'est dommage, car c'est cela qu'on pouvait attendre d'un ouvrage anthropologique de cette envergure. Au fond, pour lui, il n'y a pas de différence profonde entre la chasse paléolithique qu'il estime être une « production » et la production de céréales au néolithique par exemple. Il n'y a pas pour lui d'antagonisme entre le mythe et la comptabilité marchande, ni d'hégémonie progressive au cours du processus de civilisation de la comptabilité marchande sur le mythe, phénomène dont nous vivons à mon avis les derniers épisodes avec l'effondrement des religions (l'islamisme est le dernier sursaut du mythe face au rouleau compresseur de la pensée économique, dernier sursaut à vrai dire désespéré car le mythe hérité de l'âge de bronze est déjà miné de l'intérieur), la disparation de la narration pure (i.e. le genre romanesque, le conte ou la poésie populaire) et même

l'effondrement de la langue, sa réduction à une suite de phrases clé stéréotypiques (jeunes de banlieue) souvent émaillée de statistiques (journalistes, politiques et autres experts).

Mais il faut s'entendre sur la nature de cette contradiction entre le mythe et la comptabilité marchande : Adorno avait raison de dire que la pensée rationnelle reprenait à son compte l'aspect terrorisant du mythe, c'est visible à l'heure actuelle où la cosmogonie correspond à une quantification généralisée censée expliquer non pas seulement la création du monde, mais surtout son dépérissement, sa fin, sa destruction. Le mythe est donc en réalité faussement terrassé par la comptabilité qui l'a seulement fait changé de nature, non pas en abolissant son ressort dramatique, mais en remplaçant l'action des puissances célestes par celle de la communauté humaine abstraite, un fatum tout aussi impératif contre lequel il est vain de lutter. »

JW : D'accord. En fait j'avais bien parcouru ça plus que je ne l'avais lu car je pensais attendre la suite pour m'y mettre dans la mesure où je jongle moi-même entre plusieurs pistes critiques. Donc j'espère que tu enclancheras la manoeuvre !

[Réponse à J.Guigou à un email du même jour]

Le 13/05/2013

Jacques G,

Il y a une chose que je ne comprends pas; dans la revue, nous n'avons pas eu pour habitude d'opposer les luttes les unes aux autres, ni des domaines d'intervention privilégiés par rapport à d'autres qui seraient moins importants ou moins « porteurs ». Ne formant pas un groupe avec une ligne politique seuls et unique avec des priorités, nos interventions théoriques comme pratiques ont toujours été liées à nos implications respectives et si elles reposent sur des bases minimum communes elles ne s'opposent pas. Ainsi Venant écrit un texte sur le mépris au travail que nous allons passer dans le n°17 en principe et fait une affiche à Nantes sur Notre Dame des Landes ; de même André participe à Interventions 11, organise une RU à Montreuil sur l'ANI (à laquelle tu nous encourages d'aller) tout en s'activant sur le nucléaire comme P. autre participant à Interventions.

On dirait que tu découvres Notre Dame des landes, mais des comités de soutien existent partout en France et sûrement à Montpellier. Pourquoi n'y es-tu pas allé faire un tour au moins pour prendre la température ? Pourquoi n'as-tu pas déjà écrit quelque chose là-dessus

si c'est si important en général et pour toi en particulier ? D'où sort cette idée d'aller aux « textes intéressants » ? on n'a pas pour pratique de faire de la compilation à la Coleman même si ça a son utilité.

Ta façon d'opposer les choses intéressantes à celles qui ne le sont pas ou moins t'amène à faire des tris qui peuvent être des contre-propositions aux miennes sur le projet de nouveau numéro de la revue (ne pas passer le texte sur l'ANI dans le n°17 parce qu'il a été assez diffusé par mail ou papier ; ne pas passer le complément car le premier « se suffit à lui-même »). D'ailleurs, je ne tiens pas mordicus à les passer; cela me semblait simplement constituer un ensemble cohérent autour de l'article de Gzavier (on peut les remplacer par exemple par un petit résumé théorique sur les transformations du rapport salarial que je n'ai pas fini mais dont je vous joint en fichier la première mouture), mais elle te conduit malheureusement à opposer des choses qui n'ont rien à voir : tu opposes ainsi les 30000 personnes de la chaîne humaine de Notre Dame des landes (Gzavier te diras ce qu'il en pense) aux quelques dizaines ou centaines de bureaucrates et de gauchistes manifestant contre l'ANI, cédant par là au quantitativisme que BP dénonce justement dans sa dernière lettre du 12/05/2013, mais nos textes ne se référaient pas à une non lutte, ils pointaient, par-delà les transformations du rapport salarial et la crise du travail, pourquoi justement on ne pouvait se battre sur cette base là !

Ce qui me paraît important dans Notre dame des landes, c'est premièrement une attaque contre l'organisation en réseau de la puissance du capital en vue de domestiquer espace et temps, deuxièmement comme le dit bien Venant à la fin de son affiche que cette lutte objectivise un refus du travail subjectif et latent d'une part de la jeunesse et constitue un mouvement d'inversion des phénomènes de migration interne entre villes et campagnes (ce n'était pas encore le cas au moment du Larzac), mais dans un environnement où il n'y a plus de véritables campagnes ni de véritables villes, mais du rurbain (cf. les développements de Charles dans la revue) et donc plus de « bases arrières » ce que tu n'as cessé de répéter depuis « les semences hors sol du capital ». Cela en pose immédiatement les limites qui sont aussi celles de l'insurrectionnisme. Pas de sécession possible dans la société capitalisée. Tout ça est bien sûr sommaire puisque Notre dame des landes ne m'avait pas encore « interpellée » même si j'avais déjà eu à répondre, en privé, auprès de Luc par exemple très engagé dans la lutte anti-TAV (et autre participant aux discussions sur l'ANI et à leur diffusion!) sur mes réserves à l'égard d'une participation à de tels mouvements.

JW

Le 13/05/2013

Jacques G.,

Sur NDDL j'ai l'impression que tu n'a pas saisi l'ensemble de la chose pour mettre en avant une chaîne humaine qui comme par hasard tombait en plein pont de l'ascension. Il y a là une méthode simple qui consiste à agréger du monde qui n'a rien a voir directement avec la lutte en question mais qui souscrit à la « cause ». La cause dont je parle est celle alimentée par les insurrectionnalistes, les associations citoyennes, les partis comme celui des verts et le tout dans un écrin médiatique complaisant sans lequel le mouvement d'origine serait resté embryonnaire . Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de véritables enjeux pour des paysans locaux ou des habitants de la région, mais ils sont totalement portés » (« supportés » je devrais dire) par l'apport de ceux que je viens de citer. Le dépassement des différences se fait par des gens qui, pour une part, sont en marge du salariat parce qu'il le veulent bien c'est à dire au minimum nos amis insurrectionnalistes et autres gauchistes nomades qui n'ont rien a envier aux je te cite « anarcho-gauche contre l'ANI » et pour l'autre part sont les produits de la nouvelle inemployabilité (cf. mon texte à venir sur la précarité) en recherche d'une perspective ou tout simplement d'un avenir. Nous ne pouvons donc pas nous en désintéresser, c'est une évidence, mais sur quelles bases s'y intéresser ? Sur celle de la ZAD ?

Encercler une « Zone à défendre » alors que justement nous n'avons plus rien à défendre car plus rien ne nous appartient vraiment et plus rien ou presque n'est défendable en l'état: ni la Croix-Rousse des promoteurs ni un quelconque terrain vierge de ce bocage des bétonneurs, est la triste réalité actuelle si l'on s'en tient à ce que nous disons de la société capitalisée justement. Je te signale que tout une part des zadistes se pense en sécession avec ce monde, le texte « Rupture : Replacer l'émancipation dans une perspective sécessionniste » ayant largement été diffusé par les insurrectionnalistes. Il y aurait des zones à défendre car base immédiate d'un monde nouveau qui se construirait avec toutes les âmes de bonne volonté qui viendraient rejoindre ce type de lieu conçu comme un abcès de fixation par les insurrectionnalistes. Ceci même alors que les insurrectionnalistes et des groupuscules politiques faisant preuve d'un frontisme éhonté qui s'accomode de tout et n'importe quoi ce qui préfigure effectivement d'un monde qui aura comment dire, par référence au livre de Jacques W, un drôle de goût...

Sur la sécession je te renvoie à ce que nous avons écrit avec JW dans notre livre. La ZAD de NDDL dépasse en idée la fragmentation salariale pour en pratique confirmer l'atomisation des individus. Si je suis ce que tu as dit ailleurs à la suite d'Invariance, l'expression de l'individu-particule de capital et sa recombinaison sous forme de combinatoire est ce à quoi

nous avons à faire (ici celle-ci rassemble paysans, élus locaux, associations citoyennistes, partis politiques, insurrectionnalistes, « touristes », mais aussi dans les comités de soutien, les comités Palestine et ceux pour le soutien au mariage pour tous).

Contrairement à ce que tu dis, ces 30 000 personnes ne participent pas au dépassement des catégories de salariés ou de non salariés : certes certains tentent le « c'est ici qu'est la peur, c'est ici qu'il faut sauter », mais pour la plus part elles oublient leurs conditions, elles oublient ce qui est le quotidien de l'exploitation et de la domination (du salariat et en dehors malheureusement). Elles « se droguent » à la campagne où elles cherchent à se rendre utile quand l'utile devient indiscernable pendant que d'autres partent en villégiature militante. Et là on peut parler du fait qu'il y a englobement sans conscience de cet englobement. Ne s'attaquer qu'à un bout de la chaîne ne mènera qu'à des espoirs déçus.

Par ailleurs, la lutte de NDDL est de fait en grande partie jouée maintenant, certes grâce à la défense effective et la persévérance de certains, mais aussi grâce à des manœuvres politiciennes très classiques.

A+

Gzave

Le 14/05/2013

Bonjour à tous et à toutes

J'avoue ne pas comprendre le sens des interventions de JG et BP. J'ai l'impression qu'ils sont, JG particulièrement, en train d'opposer entre elles des choses qui ne peuvent pas l'être, plus exactement de charger telles ou telles formes d'opposition de plus de sens qu'elles n'ont en actuellement, à savoir les oppositions du style ZAD et assimilables, comme si, a priori, elles étaient aujourd'hui plus porteuses que des oppositions concernant la question du travail au sens strict. Cela me semble erroné et cela je le dis en connaissance de cause car vous n'êtes pas sans savoir que je me suis impliqué depuis longtemps et de façon plutôt volontaire, par la plume mais aussi par d'autres moyens, dans les oppositions qui débordent largement les questions du travail, telles que le nucléaire et les THT qui vont avec, les biotechnologies et récemment les gaz de schiste. Or, dans ces oppositions, nous sommes quelques-uns à être confrontés, y compris sur l'histoire de la ZAD, à toutes les contradictions de ce monde. En particulier, l'une des limites évidentes rencontrées en Normandie, autour de l'histoire de la nouvelle THT Cotentin-Maine (pas mal de personnes mobilisées sur la THT sont les mêmes, dans le cadre des transhumances militantes européennes, à occuper à Notre-Dame-des-

Landes, appellistes en tête, vu que l'opposition autour de la THT est défaite) c'est la vision de la société et de l'Etat qui considère le global comme le « mal » et le « local » comme le « bien », les mairies parfois quelque peu réticentes, ou décidés à faire monter les enchères, comme des alliés potentiels (voir l'aventure pitoyable du Chefresnes dans le Cotentin) face à « l'ennemi », réduit à la dimension du pouvoir central et d'obscurs pouvoirs mondiaux situés au-dessus de lui. Plus que la violence étatique, bien moindre que celle pratiquée à Malville ou lors de la mise en place des centrales électronucléaires Mesmer, c'est cela qui frappe aujourd'hui, du moins en France. Quand on a participé, et que l'on participe encore à de telles oppositions, de façon critique, on ne peut qu'être frappé par de telles limites, insurmontées, et qui réapparaissent sans cesse. En particulier les énormités sur la « défense de nos territoires », territoires bien ravagés par le capital depuis longtemps, ce que disent les quelques paysans radicaux du coin, contrairement à ce que prétend la Confédération paysanne, alors que l'occupation de Notre-Dame-des-Landes relève principalement, et de loin, du squatting dans les néocampagnes comme l'on en fait dans les néovilles (que JG se rassure, je n'ai rien comme le squatting, je l'ai moi-même pratiqué, mais autant appeler les choses par leur nom). Elles ne sont pas insurmontables en principe mais je suis étonné que JG ne voit pas s'y manifester l'incompréhension envers ce qu'il appelle lui-même l'Etat réseau. Cela ne signifie évidemment pas qu'il faille s'en désintéresser mais, encore une fois, de là à les charger de plus de sens qu'elles n'en ont... Et de croire a priori qu'elles sont plus porteuses de « transcroissance »...

DD

Ci-joint quelques textes critiques sur les récentes histoires en Normandie, qui montrent que les choses sont beaucoup moins linéaires que les présentent JG et même BP. J'oubliais : parfois les mêmes personnes mobilisées, dans la région nantaise, autour de la ZAD sont aussi celles qui critiquent l'ANI de façon presque mélanchonienne. En particulier les indignés venues des quatre coins de l'Europe qui forment le gros des manifestants et autres aficionados des « chaînes humaines » ont comme base minimaliste commune le refus du « néolibéralisme » et reprochent surtout au parti actuellement au pouvoir, le PS, d'y céder. En ce sens, les chaînes humaines ne sont pas plus « claires » que les manifestations parisiennes du Fronts de gauche, y compris les « chaînes humaines » récentes contre le nucléaire dans la vallée du Rhône. Comme quoi... Dernier point, il est impossible de comparer Le Val de Suza à Notre-Dame-des-Landes, en particulier parce que la mobilisation des populations locales est microscopique dans la région nantaise, contrairement à ce que prétendent les appellistes, et aussi parce que la gestion étatique de l'opposition n'est pas la même : pas de moratoires en Italie, contrairement à la France, etc. En Loire atlantique, nous ne sommes plus à l'époque de Paysans travailleurs, qu'on se le dise.

Le 14/05/2013

Salut,

Je viens de prendre connaissance du mail de Gzav et je trouve qu'il pose bien les problèmes que soulève l'histoire de la ZAD. Bien que je ne me sois pas pointée à Nantes depuis deux ans, ce qu'il avance recoupe mes impressions, et la nature des discussions que j'ai avec pas mal d'amis qui y font des séjours réguliers, pour les plus lucides avec de plus en plus de désillusions sur les potentialités radicales effectives. Je voudrais ajouté deux choses.

La première chose, c'est que la Chat-teigne, le lieu de rencontres central, le plus emblématique sans être aujourd'hui le seul, est tellement l'objet de luttes de pouvoir dérisoires entre groupes et personnes qui ne peuvent pas se supporter qu'il est géré par rotation par ces divers groupes, les appellistes telle semaine, la suivante telle autre tendance, par exemple les végans, etc. Ce qui montre, de mon point de vue, le degré d'aliénation et de séparation atteint sur les lieux. Car, dans les camps auxquels j'ai pu participer dans le passé, y compris en Angleterre, il y avait certes des tensions, parfois fortes, mais jamais personne n'aurait eu l'idée de les refouler ainsi. Ce qui se répercute par vagues successives bien au-delà de la Chat-teigne. Par exemple, dans les squats parisiens qui effectuent, par fourgons entiers, des transhumances périodiques à Notre-Dame-des-Landes, les déplacements sont organisés en fonction des préférences ou des goûts, histoire de rencontrer essentiellement ses semblables à la Chat-Teigne. Par exemple, tel départ de Paris fut annulé parce que, la semaine où les touristes révolutionnaires en question comptaient aller à Notre-Dame-des-Landes, c'était les appellistes de l'Ouest, qui en avaient la gérance. Je n'exagère pas ! Lors de l'une de ces réunions de préparation à Montreuil, au squat Le Transfo, j'étais tellement écoeuré que j'ai préféré me tirer en leur conseillant de lire le bouquin de JW sur « la morale des goût et des intérêts ». D'ailleurs le comité parisien sur la ZAD ne présente aucun intérêt, il s'inscrit dans ce que Gzav appelle le soutien à la cause. Au point que les personnes les plus radicales, certaine sont des amis, qui ont ouvert Le Transfo, ne veulent même plus y participer, aux dites réunions sur la ZAD.

La deuxième chose, c'est que, bien que la portée des divers grands travaux de gestion du territoire ne soit pas que locale, mais aussi globale, cela pas mal de monde le ressent plus ou moins clairement, lesdits travaux mobilisent peu les premiers concernés quant même, à savoir les populations locales. Du moins dans la France d'aujourd'hui. C'est pourquoi, et là aussi je rejoins Gzav : la mobilisation, faible localement, puise de la force apparente, donc médiatisable et vite médiatisée, dans la circulation intensive de la militance européenne,

souvent hors sol et à la recherche d'enracinement dans le sol, fusse de façon éphémère. En dix ans à peine, si je prend comme référence l'opposition aux OGM auxquelles j'ai participé, le phénomène s'est beaucoup accentué, phénomène de transhumance quasi-permanente qui me semble bien propre au capital d'aujourd'hui. Je n'en déduis pas qu'il faut devenir sédentaire et ne s'occuper que des affaires de « notre jardin » mais il me semble difficile d'en faire abstraction, de la transhumance.

DD

[JW : Réponse à la lettre de JG du 12/03/2013]

Jacques G,

Il y a une chose que je ne comprends pas; dans la revue, nous n'avons pas eu pour habitude d'opposer les luttes les unes aux autres, ni des domaines d'intervention privilégiés par rapport à d'autres qui seraient moins importants ou moins « porteurs ». Ne formant pas un groupe avec une ligne politique seule et unique avec des priorités, nos interventions théoriques comme pratiques ont toujours été liées à nos implications respectives et si elles reposent sur des bases minimum communes elles ne s'opposent pas. Ainsi Venant écrit un texte sur le mépris au travail que nous allons passer dans le n°17 en principe et fait une affiche à Nantes sur Notre Dame des Landes ; de même André participe à Interventions 11, organise une RU à Montreuil sur l'ANI (à laquelle tu nous encourages d'aller) tout en s'activant sur le nucléaire comme Pierre autre participant à Interventions.

On dirait que tu découvres Notre Dame des Landes, mais des comités de soutien existent partout en France et sûrement à Montpellier. Pourquoi n'y es-tu pas allé faire un tour au moins pour prendre la température ? Pourquoi n'as-tu pas déjà écrit quelque chose là-dessus si c'est si important en général et pour toi en particulier ? D'où sort cette idée d'aller aux « textes intéressants » ? on n'a pas pour pratique de faire de la compilation à la Coleman même si ça a son utilité.

Ta façon d'opposer les choses intéressantes à celles qui ne le sont pas ou moins t'amène à faire des tris qui peuvent être des contre-propositions aux miennes sur le projet de nouveau numéro de la revue (ne pas passer le texte sur l'ANI dans le n°17 parce qu'il a été assez diffusé par mail ou papier ; ne pas passer le complément car le premier « se suffit à lui-même »). D'ailleurs, je ne tiens pas mordicus à les passer; cela me semblait simplement constituer un ensemble cohérent autour de l'article de Gzavier (on peut les remplacer par exemple par un petit résumé théorique sur les transformations du rapport salarial que je n'ai

pas fini mais dont je vous joint en fichier la première mouture), mais elle te conduit malheureusement à opposer des choses qui n'ont rien à voir : tu opposes ainsi les 30000 personnes de la chaîne humaine de Notre Dame des landes (Gzavier te diras ce qu'il en pense) aux quelques dizaines ou centaines de bureaucrates et de gauchistes manifestant contre l'ANI, cédant par là au quantitativisme que BP dénonce justement dans sa dernière lettre du 12/05/2013, mais nos textes ne se référaient pas à une non lutte, ils pointaient, par-delà les transformations du rapport salarial et la crise du travail, pourquoi justement on ne pouvait se battre sur cette base là !

Ce qui me paraît important dans Notre dame des landes, c'est premièrement une attaque contre l'organisation en réseau de la puissance du capital en vue de domestiquer espace et temps, deuxièmement comme le dit bien Venant à la fin de son affiche que cette lutte objectivise un refus du travail subjectif et latent d'une part de la jeunesse et constitue un mouvement d'inversion des phénomènes de migration interne entre villes et campagnes (ce n'était pas encore le cas au moment du Larzac), mais dans un environnement où il n'y a plus de véritables campagnes ni de véritables villes, mais du rurbain (cf. les développements de Charles dans la revue) et donc plus de « bases arrières » ce que tu n'as cessé de répéter depuis « les semences hors sol du capital ». Cela en pose immédiatement les limites qui sont aussi celles de l'insurrectionnisme. Pas de sécession possible dans la société capitalisée. Tout ça est bien sûr sommaire puisque Notre dame des landes ne m'avait pas encore « interpellée » même si j'avais déjà eu à répondre, en privé, auprès de L. par exemple très engagé dans la lutte anti-TAV (et autre participant aux discussions sur l'ANI et à leur diffusion!) sur mes réserves à l'égard d'une participation à de tels mouvements.

JW

Le 15/05/2013

Bonjour à tous,

J'apporte ici quelques éléments pour la poursuite de notre débat tel qu'il a été engendré par mes remarques sur NDDL et vos réactions (cf. mèl de Gzavier, d'André et ici celui de Jacques W.).

0. Je constate, en préalable, que mon introduction d'une référence à NDDL suscite d'intéressants prolongements et approfondissements entre nous.

1. Sur ce qui serait ma dichotomie entre "les luttes".

Je n’oppose pas une “bonne lutte” à une mauvaise, comme le faisaient les marxistes de tout poil (et le font encore!) qui distinguaient la bonne lutte prolétarienne et la mauvaise, parce que “impure” et “contre-révolutionnaire”. S’agissant de l’ANI et de NDDL j’ai seulement rappelé un constat objectif : il n’y a pas eu de contestation de l’ANI; il y a une contestation politique et anthropo-écologique contre la construction d’un aéroport international à NDDL. Je n’infère aucun jugement de valeur sur ce constat. Je ne m’en réjouis pas, mais cela ne me reste pas non plus au travers de la gorge!

Simplement, je dis que cela mérite que TC envisage de publier un texte à ce sujet. Et un texte “intéressant”. Je maintiens l’adjectif “intéressant”, non pas dans son sens éditorial général et absolu (comme l’imagine JW), mais bien évidemment “intéressant” singulièrement pour les auteurs et les lecteurs de TC et les autres. Pourquoi donc serait-il incongru de publier un texte d’un individu proche de la revue ou extérieur à elle, si le contenu de son analyse le rend publiable à nos yeux? Les “réserves” que JW exprime vis-à-vis de “tels mouvements” trouveraient-elles leur raison dans le fait qu’elles ne se situent pas immédiatement et médiatement dans la sphère du travail et de sa critique?

Ceci dit, je ne vois pas pourquoi je devrais tout d’un coup entreprendre un texte sur NDDL simplement parce que j’évoque cette lutte dans mes propos. J’ai d’autres écrits en cours, pour TC et pour d’autres publications. Je tiens à les achever.

2. Je ne “découvre pas aujourd’hui” le mouvement politique autour de NDDL comme l’insinue arbitrairement JW (qu’en sait-il?). Je me suis tenu informé dès ses débuts et j’ai rencontré des individus “du terrain” ou proche de celui-ci à travers des relations amicales nantaises et des relations familiales à Angers. Je ne fétichise en rien cette lutte, très diverse et bien sûr, souvent manipulée par des groupes d’intérêts et des lobbys (mais laquelle ne l’est pas?) aussi bien à l’intérieur du mouvement qu’à l’extérieur. Je partage, pour l’essentiel, les critiques que Gzavier et André formulent sur les limites et les contradictions de cette lutte. Qu’il y ait, en outre, des enjeux politiques autour, cela n’est pas étonnant mais cela n’enlève rien à la réalité de cette contestation.

S’en tenir à énumérer les vicissitudes, les segmentations, les rivalités, les particularismes des groupes impliqués dans cette lutte n’a qu’un intérêt fort limité et n’exprime souvent qu’une stérilité politique. Certes, on peut, comme l’évoque André, faire des comparaisons avec l’exemplarité des “camps” anglais ou bien comme je l’évoquais récemment avec des amis, faire des analogies avec d’anciens mouvements en France (les “victorieux”, tel le CPE et les “vaincus”, tels ceux sur les retraites et bien d’autres...). Il reste un fait massif, incontournable et irréfutable : pour l’instant l’aéroport n’est pas construit et son projet dévastateur a du plomb dans l’aile.

3. N'y a-t-il plus rien à défendre? Tout doit-il disparaître?

Je cite ici un paragraphe de la lettre de Gzavier car son propos me permet d'introduire une question primordiale à mes yeux que nous avons tendance à trop souvent esquiver :

“Encercler une « Zone à défendre » alors que justement nous n'avons plus rien à défendre car plus rien ne nous appartient vraiment et plus rien ou presque n'est défendable en l'état: ni la Croix-Rousse des promoteurs ni un quelconque terrain vierge de ce bocage des bétonneurs, est la triste réalité actuelle si l'on s'en tient à ce que nous disons de la société capitalisée justement. Je te signale que tout une part des zadistes se pense en sécession avec ce monde, le texte « Rupture : Replacer l'émancipation dans une perspective sécessionniste » ayant largement été diffusé par les insurrectionnalistes. Il y aurait des zones à défendre car base immédiate d'un monde nouveau qui se construirait avec toutes les âmes de bonne volonté qui viendraient rejoindre ce type de lieu conçu comme un abcès de fixation par les insurrectionnalistes. Ceci même alors que les insurrectionnalistes et des groupuscules politiques faisant preuve d'un frontisme éhonté qui s'accommode de tout et n'importe quoi ce qui préfigure effectivement d'un monde qui aura comment dire, par référence au livre de Jacques W, un drôle de goût”.

Il y a-t-il, pour nous — il y a-t-il pour moi — encore quelque chose à défendre? Et si oui, quoi? Et si non, tout doit-il disparaître?

Je l'ai écrit supra, je partage la majorité des critiques que Gzavier énonce sur des limites et des incohérences qui se manifestent à NDDL. Mais, je ne partage pas la conséquence qu'il en tire lorsqu'il affirme “nous n'avons plus rien à défendre car plus rien ne nous appartient vraiment et plus rien ou presque n'est défendable en l'état”.

Que la ZAD de NDDL ne soit pas à défendre en tant que “base arrière »” de je ne sais trop quel combat ou complot, c'est évident. Nous l'avons mainte fois énoncé : il n'y a plus de bases arrières possibles. Qu'elle ne soit pas défendable non plus en tant qu'attraction touristique pour militants de l'hexagone, c'est également évident. Qu'elle le soit encore moins en tant que “territoire”, territoire “citoyen” ou territoire “paysan” ou bien d'autres variétés de cette autonomisation de la terre qu'est le territoire, est évident aussi. Partout où il y a “territoire” il y a suppression de tous les modes de vie qui se sont succédés sur cet espace/temps de terre.

Que sur ces terres agricoles, ces herbages et ces bocages se manifeste aujourd'hui une tentative de résistance collective en instaurant un rapport de force qui s'appuie sur une terre et un sol, cela est déjà plus défendable. Dans cette perspective (fragile!) ce qui serait à

défendre serait alors un certain rapport au monde, au temps et à l'espace, qui a été vécu par des groupes humains du passé et qui, même transformé, bouleversé par l'actuelle capitalisation des activités humaines, n'en continue pas moins à exister. Rien de "local" ni de "zonal" donc, mais une certaine continuité "à titre humain".

De plus, défendre quelque chose n'implique pas pour autant de la posséder. La dialectique dépossession/appropriation n'a plus de signification depuis la fin de la société bourgeoise, la société de classe.

Oui, il y a des choses à défendre et c'est ce que nous faisons aussi, en 2000, dans notre texte "Les semences hors sol du capital"

Car si rien n'est à défendre, et si l'on aspire encore à intervenir dans le monde (si l'on ne se retire pas dans son jardin ou bien si l'on ne "quitte pas le monde"), il n'y a pas d'autre voie que celle de rallier le nihilisme, lequel se résume dans le "Tout doit disparaître". Si cet ancien mot d'ordre anarchiste (après avoir été proclamé et réalisé, dans l'histoire de l'humanité, par tant de pouvoirs despotiques et barbares), avait quelque consistance politique dans la société de classe du 19e siècle (encore que!), y consentir ou le brailler aujourd'hui relève de l'ineptie.

Je dis ineptie — ce n'est pas une injure mais une constatation — car c'est aujourd'hui l'objectif majeur du capital. Tout doit disparaître pour faire place à la totalisation/globalisation du capital et à sa société-communauté, pour réaliser la virtualisation de la vie, accélérer la combinatoire quantitativiste. Tout doit disparaître et doit le faire jusqu'à... l'homicide des morts comme le disait fortement Bordiga. Avec le "Tout doit disparaître", le minuscule bredouillis anarchiste et l'énorme fracas planétaire du capital sont une seule et même téléologie nihiliste.

3- Où sont les purs révolutionnaires?

Que des zadistes de NDDL s'imaginent "en sécession avec ce monde" n'est pas étonnant puisqu'ils se veulent "émancipateurs"; puisqu'ils sont à la recherche d'un surplus d'autonomisation. Obnubilés comme ils le sont par leur insurrectionnisme, ils ne peuvent percevoir que c'est le capital le Grand émancipateur (cf. mon texte de 2012 : "Des émancipés anthropologiques"). Leur déconvenue est (sera) rude, mais peut-être élucidatrice pour eux.

Et pourtant, et malgré tout, c'est avec eux, ou certains d'entre eux, comme avec ces sectaires gauchistes, avec ces écolos "réformistes", avec ces féministes obtuses, avec ces anarchistes ineptes, avec ces ultra-gauches bornés, avec ces squatteurs addictifs, comme

avec bien d'autres individus impliqués ou le devenant que se fera (se ferait) le prochain bouleversement de "la révolution à titre humain". Car, nous savons que lorsque le cours de l'histoire s'inverse, les moments "chauds" qui surgissent et les rencontres qu'ils engendrent, peuvent transformer les individus en quelques jours, en quelques heures. [cf. "(...) et les gens regardaient avec amusement l'existence étrange qu'ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée" Le Commencement d'une époque, IS n°12, 1969, p.3.]

Car, aujourd'hui, où sont-ils les purs révolutionnaires de "la révolution à titre humain"? Ou sont-ils les purs individus réalisateurs de la critique du travail? Ou sont-ils les cathares de l'anti-nucléaire? Ou sont-ils ... etc. Et oui, ils sont aussi à NDDL, comme ils sont aussi potentiellement ailleurs sur la planète. Que notre critique de leurs limites (et des nôtres) ne nous conduisent pas à dénigrer ce qu'ils font aujourd'hui dans les conditions d'aujourd'hui.

JG

PS. Le projet de texte de JW sur les transformations du rapport salarial, me semble, en l'état puis développé, assez bien approprié pour le publier dans la partie 1 de TC 17.